

Le sénateur Lynch-Staunton: Par conséquent, comme le chef adjoint de l'opposition en a été informé à plusieurs reprises, pour que cette période déclaratoire puisse avoir lieu, le projet de loi, si jamais il était adopté, doit recevoir la sanction royale d'ici la fin d'octobre. Nous avons donc demandé à plusieurs reprises si nous pouvions nous mettre d'accord pour tenir un débat à cette étape, qui est celle de la deuxième lecture, afin de renvoyer le projet de loi à un comité au plus tard vendredi de manière à donner à ce comité tout le temps nécessaire pour organiser des audiences et...

Le sénateur Frith: Que veut dire «tout le temps nécessaire» pour le gouvernement? Nous dira-t-il quand nous pourrions nous présenter devant un comité?

Le sénateur Lynch-Staunton: Le gouvernement ne décide pas du calendrier du comité.

Comme je le disais, c'est ce qu'il faut faire pour que le projet de loi puisse revenir à temps et que la Chambre puisse étudier le rapport du comité et se prononcer sur celui-là à l'étape de la troisième lecture, au plus tard d'ici la fin du mois.

Le sénateur Hébert: D'ici la fin du mois?

Le sénateur Lynch-Staunton: Oui, d'ici la fin du mois.

C'est là la priorité du gouvernement et on en a avisé nos vis-à-vis. J'espérais qu'en soulevant la question aujourd'hui, nous pourrions savoir au juste si l'opposition est prête ou non à s'en tenir au calendrier en question.

Le sénateur Olson: Honorables sénateurs, je voudrais dire quelque chose à mes honorables collègues d'en face, en particulier les sénateurs Barootes et Lynch-Staunton. Il se trouve qu'il y a une ou deux questions extrêmement importantes au Canada à l'heure actuelle. C'est notamment le cas de ce référendum qui a de graves répercussions pour l'ouest du pays. Je m'attarde longuement là-dessus. En fait, j'ai consacré toute la matinée à cette question.

Je tiens à préciser à mes honorables collègues que j'ai passé quelques jours à Genève et à Londres afin d'essayer de savoir si oui ou non il y avait un espoir relativement au marché international des céréales, si catastrophique pour les Prairies.

C'est incroyable, en fait, à quel point la situation est mauvaise. J'ai beaucoup de sympathie pour le secteur de la pêche, car il est placé, pour des raisons tout à fait différentes, dans pratiquement la même situation précaire que les Prairies. Apparemment, ce n'est pas en posant des questions ici que nous obtiendrons des réponses satisfaisantes.

J'ignore si le gouvernement, qui doit s'occuper de l'économie, prend des mesures pour remédier à la situation dans le marché des céréales. Cependant, je voudrais présenter un rapport sur cette question également, dans peu de temps. Il y a des signes encourageants. Étant donné que le gouvernement n'avait pris aucune des mesures utiles, je me suis rendu là-bas.

J'espère que le leader adjoint se rend compte que c'est là un projet de loi important qu'il essaie de faire adopter à toute vitesse au Sénat. Il s'attend à ce que tout le monde approuve sans rien dire, mais les signateurs ont d'autres choses à faire.

Ainsi, je demande une fois de plus qu'on satisfasse à notre demande et à celle de plusieurs autres sénateurs en ajournant

le débat aujourd'hui afin que nous puissions avoir un peu plus de temps pour examiner cette mesure comme il se doit.

Le sénateur Lynch-Staunton: Honorables sénateurs, je crois que le gouvernement a été extrêmement conciliant jusqu'à maintenant. Le sénateur Gigantès vient de rappeler aux honorables sénateurs qu'il avait ajourné le débat mercredi dernier jusqu'au mardi suivant, aujourd'hui, en l'occurrence. Le sénateur Murray, qui était présent à ce moment-là, a déclaré que si les sénateurs d'en face jugeaient cette question si importante et qu'un si grand nombre de sénateurs souhaitaient intervenir dans le débat, on pouvait toujours siéger le soir même ainsi que jeudi, vendredi et lundi. Or nos vis-à-vis ont déclaré alors qu'ils n'étaient pas prêts, qu'un grand nombre de leurs orateurs n'étaient pas prêts.

Le sénateur Olson: Le gouvernement compte sur l'épuisement des sénateurs pour faire adopter les mesures qu'il veut.

Le sénateur Lynch-Staunton: On nous dit encore aujourd'hui que personne n'est prêt à intervenir.

Le sénateur Frith: Pourquoi dites-vous que personne n'est prêt? Deux de nos orateurs sont intervenus aujourd'hui. Par contre, aucun sénateur de votre côté ne l'a fait. De quoi parlez-vous?

Le sénateur Lynch-Staunton: Nous n'avons aucun orateur à ce stade-ci. Nous sommes seulement à l'étape de la deuxième lecture.

Le sénateur Frith: Nous avons eu deux orateurs; alors ne nous reprochez pas de ne pas être prêts.

Le sénateur Lynch-Staunton: Entendrons-nous d'autres intervenants aujourd'hui.

Le sénateur Frith: Ce n'est pas assez, non? Combien en voudriez-vous encore? Combien le gouvernement nous en consentirait-il encore?

Le sénateur Lynch-Staunton: Vous pouvez en avoir autant que vous voulez. Nous pouvons siéger ce soir, demain matin, demain après-midi et demain soir, si nous sommes tous d'accord.

Le sénateur Frith: Selon votre échéancier, autrement dit?

Le sénateur Lynch-Staunton: Non.

Le sénateur Frith: Un sénateur vous dit qu'il est prêt à prendre la parole demain, mais le gouvernement ne le permettrait pas.

Le sénateur Lynch-Staunton: Le sénateur Olson veut que nous soyons conciliants, ce que nous sommes et avons été jusqu'ici. Je demande en échange à l'opposition de comprendre qu'il faut respecter un certain échéancier si nous voulons que ce projet de loi entre en vigueur en janvier 1993. Il faut notamment pour cela qu'il soit adopté en deuxième lecture avant la fin de cette semaine. J'attends toujours une réponse.

L'honorable Gildas L. Molgat (chef adjoint de l'opposition): Honorables sénateurs, je ne parle pas du projet de loi. Je parle du point soulevé par mon honorable collègue.

Je m'étonne d'entendre le leader adjoint du gouvernement dire que nous devons nous plier à un échéancier. Depuis quand le Parlement est-il assujéti à un échéancier? C'est peut-être ce que désire le gouvernement. C'est peut-être ce que le